

Publications périodiques

Comptes annuels

QATAR NATIONAL BANK SAQ

(Succursale)

Montant de la dotation : 362 547 294 €

Adresse de la succursale en France : 65, avenue d'Iéna, 75116 Paris
314 258 120 R.C.S. Paris**Documents comptables annuels****I. — Bilan publiable au 31 décembre 2017**

(En milliers d'euros.)

Actif	Code poste	2017	2016
Caisse, Banques Centrales, CCP	010	26 417	28 389
Effets Publics et Valeurs assimilées	020		
Créances sur les Etablissements de Crédit	030	3 133 442	3 508 477
Opérations avec la Clientèle	048	1 901 655	2 185 585
Obligations et Autres Titres à revenu fixe	060	212 277	609 736
Actions et Autres Titres à revenu variable	070		
Participations et autres titres détenus à long terme	091		
Parts dans les Entreprises liées	100		
Crédit-bail et Location avec Option d'Achat	110		
Location Simple	120		
Immobilisations Incorporelles	130	185	317
Immobilisations corporelles	140	1 157	1 368
Capital souscrit non versé	150		
Actions Propres	160		
Comptes de négociation et de règlement	165		
Autres Actifs	170	1 822	2 444
Comptes de Régularisation	180	15 976	9 204
Total actif	L98	5 292 931	6 345 520

Passif	Code poste	2017	2016
Banques Centrales, CCP	300		
Dettes envers les établissements de crédit	310	2 238 179	2 747 357
Opérations avec la Clientèle passif	348	2 638 058	3 180 721
Dettes représentées par un titre	350		
Autres Passifs	360	1 131	784
Comptes de Régularisation Passif	370	5 838	6 249
Comptes de négociation et de règlement	375		
Provisions pour Risques et Charges	380		
Dettes subordonnées	430		
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	420		
Capitaux Propres Hors FRBG (+/-) et hors résultat	435	383 188	383 188
Capital souscrit	440	362 547	362 547
Primes d'Emission	450		
Réserves	460		
Ecarts de Réévaluation	470		
Provisions réglementées et Subventions d'investissement	475		
Report à nouveau (+/-)	480	20 641	20 641
Résultat de l'exercice (+/-)	490	26 537	27 221
Total passif	L99	5 292 931	6 345 520

Hors-Bilan	Code poste	2017	2016
Engagements donnés			
Engagements de financement	615	326 025	335 241
Engagements de garantie	635	2 774 594	1 825 615

Engagements sur titres	655		
Engagements reçus			
Engagements de financement	705		
Engagements de garantie	715		
Engagements sur titres	735		

II. — Compte de résultat publiable au 31 décembre 2017

(En milliers d'euros.)

	Code poste	2017	2016
+ Intérêts et produits assimilés	500	78 992	73 320
- Intérêts et charges assimilés	505	- 40 396	- 35 217
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	510	-	-
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	515	-	-
+ Produits sur opérations de location simple	520	-	-
- Charges sur opérations de location simple	525	-	-
+ Revenus des titres à revenu variable	530	-	-
+ Commissions (produits)	540	20 593	20 467
- Commissions (charges)	545	-	-
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	550	255	307
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés	555	1 241	860
+ Autres produits d'exploitation bancaire	560	183	214
- Autres charges d'exploitation bancaire	565	- 1 965	- 4 135
Produit net bancaire	600	58 904	55 816
- Charges générales d'exploitation	605	- 13 547	- 12 315
Dont charges du personnel 2016		- 680	-
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles & corporelles	610	- 643	- 650
Résultat brut d'exploitation	620	44 714	42 851
+/- Coût du risque	625	- 6 754	28
Résultat d'exploitation	630	37 961	42 879
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	640	-	-
Résultat courant avant impôt	650	37 961	42 879
+/- Résultat exceptionnel	655	-	-
- Impôt sur les bénéfices	660	- 11 423	- 15 658
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	665	-	-
Résultat net	690	26 537	27 221

Les charges du personnel 2016 correspondent au bonus 2016 versé en 2017.

III. — Notes annexes de l'exercice 2017

Ces notes annexes font partie intégrante des comptes annuels. Les montants sont exprimés en milliers d'euros.

Note 1. – Règles et méthodes comptables

a) Présentation des comptes annuels

Les comptes annuels sont établis et présentés dans le respect des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) et du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (CRBF).

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014 - 07 du 26 novembre 2014 qui à partir des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2015 regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

b) Intérêts et commissions

Les intérêts sont comptabilisés prorata-temporis au compte de résultat. En ce qui concerne les commissions, une distinction est opérée entre :

- Les commissions rémunérant une prestation continue qui sont comptabilisées prorata-temporis ;
- Les commissions rémunérant une prestation ponctuelle qui sont comptabilisées à leur date de paiement (flat).

Les intérêts impayés sont comptabilisés en compte de résultat jusqu'à la survenance d'une procédure judiciaire ou de tout évènement justifiant la suspension de ladite comptabilisation. Ils font l'objet d'une dépréciation si leur recouvrement paraît partiellement ou totalement compromis, conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

c) Transactions entre parties liées

Qatar National Bank – Succursale de Paris applique le règlement ANC 2014 - 07 du 26 novembre 2014, relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan.

L'application de ce règlement ne concerne pas Qatar National Bank – Succursale de Paris sur la période.

d) Conversion des opérations en devises

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement ANC 2014 - 07 du 26 novembre 2014. Les créances, les dettes et les engagements hors-bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

e) Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements ANC 2014 - 07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats.

A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- micro-couverture (couverture affectée) ;
- macro-couverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives/positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Qatar National Bank – Succursale de Paris, n'a souscrit que des opérations de micro-couverture.

Les montants perçus ou payés concernant cette catégorie sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

Les charges et produits sur instruments utilisés en couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ».

f) Créances avec les établissements de crédit et à la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues sur des établissements de crédit au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentés des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale augmentés des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan. Les éléments reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire, mais celui-ci enregistre à son actif le montant décaissé, représentatif de sa créance sur le cédant.

Les produits et charges relatifs aux titres donnés en pension ou reçus en pension sont rapportés au compte de résultat prorata temporis.

Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable relatif au traitement comptable du risque de crédit, modifié par le règlement CRC n° 2005-03 du 25 novembre 2005, notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière et neuf mois pour les créances sur les collectivités territoriales.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé.

Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance et correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

g) Méthode de notation interne

QNB Paris utilise des systèmes de notation externes et/ou internes permettant d'apprécier l'existence d'un risque de crédit

h) Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges (non directement liés à des opérations bancaires et des opérations connexes) nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

Conformément aux dispositions du règlement CRC n° 2000-06, abrogé par le Règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

i) Coût du risque

Le coût du risque est défini conformément au règlement de l'ANC 2014-07 :

Ce poste comprend les dotations et reprises de provision pour dépréciation des créances sur la clientèle, sur établissements de crédit, sur titres à revenu fixe d'investissement (en cas de risque de défaillance avéré de l'émetteur), les provisions sur engagements hors bilan (hors instruments financiers de hors bilan) ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties et les autres mouvements de provisions sur risques de contrepartie et passifs éventuels liés à ces postes.

Le coût du risque 2017 correspond à une dotation aux provisions couvrant un crédit accordé à une entreprise et devenu douteux en décembre.

j) Immobilisations

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 concernant l'amortissement et la dépréciation des actifs.

Les immobilisations sont enregistrées au bilan à leur coût d'acquisition et amorties sur leur durée estimée d'utilisation suivant le mode linéaire, à savoir :

Installations téléphonique	10 %
Installations électrique	10 %
Climatisation	10 %
Systèmes de sécurité	10 %
Informatique	20 %
Mobilier	10 %
Matériel	10 %
Agencement	10 %

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Logiciel	20 %
----------	------

k) Opérations sur titres

Titres de transaction

Au 31 décembre 2017, Qatar National Bank – Succursale de Paris n'a pas de titre de transaction dans ses livres.

Titres d'investissement

Au 31 décembre 2017, Qatar National Bank – Succursale de Paris n'a pas de titre d'investissement dans ses livres.

Titres participations

Au 31 décembre 2017, Qatar National Bank – Succursale de Paris n'a pas de titre de participation dans ses livres.

Titres de placement

Sont considérés comme titres de placements, les titres qui n'ont pu trouver leur place dans l'une des autres catégories. Ils sont évalués au plus bas de leur coût ou de leur valeur de marché.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas constatées selon l'Art. 2332-4 du Règlement n°2014-07 (tel que modifié par les textes subséquents).

« à chaque arrêté comptable, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable, corrigée des amortissements et reprises de différence mentionnés à l'alinéa précédent, et le prix de marché des titres » tel que défini dans le présent règlement » font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du présent règlement, prenant la forme d'achat ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées ».

Au 31 décembre 2017,

- Les plus-values latentes s'élèvent à 1 836 777 euros et ne sont pas comptabilisées ;
- Les moins-values latentes s'élèvent à 896 794 euros et ont été provisionnées en totalité ;
- Le montant des décotes/surcotes net s'élèvent à 5 291 773 euros.

l) Retraites

Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la Recommandation n° 2003-R-01 du Conseil National de la Comptabilité. Ils sont classés en 4 catégories :

Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restant dus à la clôture.

Indemnités de fin de carrière

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de leur départ en retraite. La convention collective des banques accorde une indemnité d'un montant égal à deux mois de salaire. QNB Paris respecte les recommandations de la convention collective. Ces indemnités de fin de carrière ne font l'objet d'aucune provision, le montant étant non significatif.

Engagements contractés au profit des dirigeants

QNB Paris n'a pas d'engagement spécifique contracté au profit des dirigeants.

Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Qatar National Bank ne souscrit pas à des régimes à prestations définies.

m) Avances ou crédits accordés aux membres de la direction

La direction ne bénéficie pas d'avances ou de crédits sur l'exercice 2017.

n) Evénements postérieurs à la clôture

Il n'existe aucun événement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact sur les comptes 2017

Note 2. – Opérations interbancaires

Actif		2017			2016
		Brut	Dépréciation	Net	Net
Caisse, Banques Centrales, CCP	Poste 010	26 417		26 417	28 389
Créances sur les établissements de crédit (y compris créances rattachées)	Poste 030	3 133 442		3 133 442	3 508 477
A vue		421 613		421 613	11 293
A terme		2 698 256		2 698 256	3 497 184
Dont devises		771 468		771 468	2 008 389
Dont entreprises liées		769 354		769 354	1 884 886
Dont euros		2 348 402		2 348 402	1 500 088
Dont entreprises liées		1 883 920		1 883 920	1 247 800
Intérêts courus non échus		13 573		13 573	11 827
Dont intérêts courus non échus en devises		12 203		12 203	11 383
Dont intérêt courus non échus en euros		1 370		1 370	444

Passif		2017			2016
		Brut	Provision	Net	Net
Dettes envers les établissements de crédits (y compris dettes rattachées)	Poste 310	2 238 177		2 238 177	2 747 357
A vue		94 552		94 552	37 511
A terme		2 139 055		2 139 055	2 709 847
Dont devises		353 035		353 035	448 962
Dont entreprises liées		138 713		138 713	262 337
Dont euros		1 880 573		1 880 573	2 260 885
Dont entreprises liées		1 801 842		1 801 842	2 231 303
Intérêts courus non échus		4 570		4 570	3 584

Dont intérêts courus non échus en devises		2 645		2 645	1 891
Dont intérêts courus non échus en euros		1 926		1 926	1 693

Note 3. – Répartition des emplois et des ressources à terme interbancaires

a) Selon la durée restant à courir (hors intérêts courus non échus)

Emplois - Poste 030	D<3mois	3m<D<1an	1an<D<5ans	D> 5ans
Créances sur les établissements de Crédits	421 613			
Comptes et Prêts à terme				
En Devises	573 361	171 814	25 429	0
En euros	809 914	377 738	740 000	0

b) Répartition géographique des établissements de crédits (hors intérêts courus non échus)

Emplois - Poste 030	2017	%	2016	%
Qatar	2 653 274	85,04 %	3 133 072	89,60 %
Pays du golfe	0	0,00 %	0	0,00 %
Europe	462 258	14,82 %	32 881	0,94 %
Amérique du Nord	606	0,02 %	6 180	0,18 %
Autres pays	3 732	0,12 %	324 518	9,28 %
	3 119 869	100,00 %	3 496 651	100,00 %
Dont comptes à vue :	421 613		11 293	

c) Selon la durée restant à courir (hors intérêts courus non échus)

Ressources - Poste 310	D<3mois	3m<D<1an	1an<D<5ans	D> 5ans
Dettes envers les établissements de Crédits	94 552			
Compte et Emprunts à terme				
En Devises	168 762	85 195	94 391	4 665
En euros	193 600	30 628	920 975	640 839

d) Répartition géographique des établissements de crédits (hors intérêts courus non échus)

Ressources - Poste 310	2017	%	2016	%
Qatar	2 016 540	90,28 %	2 519 880	91,84 %
Pays du golfe	214 325	9,60 %	27	0,00 %
Europe	2 312	0,10 %	4 649	0,17 %
Amérique du Nord	0	0,00 %		0,00 %
Autres pays	430	0,02 %	219 218	7,99 %
	2 233 607	100,00 %	2 743 774	100,00 %
Dont comptes à vue :	94 552		37 511	

Note 4. – Créances sur la clientèle

Actif	2017			2016
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Operations avec la clientèle - Poste 048 (y compris créances rattachées)	1 908 572	6 917	1 901 655	2 185 564
Autres concours à la clientèle	1 893 428	6 917	1 886 511	2 178 546
Comptes ordinaires débiteurs	7 546		7 546	7 018

Dont devises	132 677	6 917	125 760	158 975
Dont euros	1 768 296		1 768 296	2 026 589
Intérêts courus non échus	7 598		7 598	5 646
Dont devises	1 119		1 119	1 151
Dont euros	6 479		6 479	4 495

Passif	2017			2016
	Brut	Provision	Net	Net
Comptes créditeurs de la clientèle - Poste 348 (y compris dettes rattachées)	2 638 058		2 638 058	3 180 721
A vue	578 262		578 262	708 018
A terme	2 049 559		2 049 559	2 472 703
Dont devises	552 922		552 922	1 675 703
Dont euros	2 074 899		2 074 899	1 505 018
Intérêts courus non échus	10 237		10 237	9 718
Dont devises	9 677		9 677	9 396
Dont euros	560		560	322

Dans le cadre de son activité bancaire, la Succursale de Paris bénéficie des dispositions de l'article 9 du règlement n° 93-05 du Comité de la réglementation bancaire du 21 décembre 1993 relatif au contrôle des grands risques. Cette disposition permet à la Succursale de Paris de calculer ses risques sur les fonds propres de sa maison mère. Au 31 décembre 2017, les engagements inscrits dans les livres de la Succursale de Paris mais pris sur les fonds propres de sa maison mère s'élèvent à 1 532 463 K€.

Note 5. – Répartition des emplois et des ressources à terme de la clientèle

Au 31 décembre 2017, l'encours brut global de crédit de la succursale de Paris est de 1 893 428.

a) Selon la durée restant à courir (y compris intérêts courus non échus).

Emplois - Poste 048	D<3mois	3m<D<1an	1an<D<5ans	D> 5 ans
Concours à la Clientèle				
En Devises	43 540	0	94 391	4 665
En euros	93 000	97 301	924 973	645 583

b) Répartition géographique des emplois avec la clientèle (créances douteuses incluses - hors intérêts courus non échus)

Emplois - Poste 048	2017	%	2016	%
Qatar	14 702	0,77 %	13 794	0,63 %
Pays du golfe	20	0,00 %		0,00 %
Europe	1 833 753	96,46 %	2 097 907	96,24 %
Autres pays	52 499	2,76 %	68 238	3,13 %
Dépréciations créances douteuses	-6 917	-0,37 %	-21	
Capital	-6 917			
Intérêts				
	1 894 056	100,00 %	2 179 918	100,00 %
Dont comptes ordinaires et créances douteuses :	42 448			

c) Selon la durée restant à courir (hors intérêts courus non échus).

Ressources - Poste 348	D<3mois	3m<D<1an	1an<D<5ans	D> 5 ans
Comptes Créiteurs à terme				
En devises	436 585	86 603	25 429	0
En euros	388 732	372 209	740 000	0

d) Répartition géographique des comptes créditeurs de la clientèle (hors intérêts courus non échus)

Ressources - Poste 348	2017	%	2016	%
Qatar	176 859	6,73 %	169 098	5,32 %
Pays du golfe	515 000	19,60 %	14 238	0,45 %
Europe	1 932 951	73,56 %	2 981 138	93,73 %
Autres pays	3 011	0,11 %	16 247	0,51 %
	2 627 821	100,00 %	3 180 721	100,00 %
Dont comptes à vue :	563 746			

Note 6. – Ventilation de l'encours brut de crédit par secteurs d'activité économique et par contreparties

Description	Gouvernement	Institutions gouvernementale	Secteur Privé	Total
I - Gouvernement				
1. Ministère				
2. Autres			6 440	6 440
				6 440
II - Commerces - Services				
A. Commerces				
1. Agriculture et produits connexes				
2. Pétrole			103 403	103 403
A. Services Financiers				
1. Compagnies d'investissement				
2. Autres banques				
B. Services Généraux				
1. Compagnies aériennes			17 586	17 586
2. Autres				
				120 989
VI - Investissement immobilier				
1. Logement privatif			1 797	1 797
2. Immeuble de bureaux			1 728 086	1 728 086
3. Terrains				
4. Autres			28 500	28 500
				1 758 384
VII - Crédits à la consommation				
1. Véhicules				
2. Fournitures			5 987	5 987
3. personnel			4	4
4. Autres			11 650	11 650
				17 641
Total all sectors				1 903 453

Note 7

A) Total des dépréciations

Intitulés	Montant au Début de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montant à la Fin de l'exercice
Dépréciation clientèle	21	6 917		-21	6 917

B) Encours des créances douteuses banques et clientèle

Intitulés	Montant au Début de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montant à la Fin de l'exercice
Banques	0	0	0	0	0
Clientèle	21	34 911	-21	0	34 911
Total des encours	21		-21	0	34 911

C) Encours des créances douteuses compromises banques et clientèle

Intitulés	Montant au Début de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montant à la Fin de l'exercice
Clientèle	21		-21	0	0
Total des encours	21		-21	0	0

D) Total des dépréciations pour créances douteuses banques et clientèle

Intitulés	Montant au Début de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montant à la Fin de l'exercice
Banques	0	0	0	0	0
Clientèle	21	34 911	-21	0	34 911
Total des dépréciations	21	34 911	-21	0	34 911

E) Total des dépréciations pour créances douteuses compromises banques et clientèle

Intitulés	Montant au Début de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montant à la Fin de l'exercice
Banques	0	0	0	0	0
Clientèle	21			-21	0
Total des dépréciations	21	0	0	-21	0

Note 8

A) Immobilisations corporelles - Montants bruts avant amortissements - Poste 140

Immobilisations	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentation	Diminution		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Acquisitions et virement de poste à poste	Par reclassement	Par cession ou mises hors service	
Installations générales, agencements, aménagements, divers	4 217	143			4 360
Matériel de transport					
Matériel de bureau informatique mobilier	1 050	154			1 204
Autres immobilisations	0				0
Immobilisations corporelles en cours					
Avances & acomptes					
Total	5 267	297			5 564

B) Immobilisations incorporelles - Montants bruts avant amortissements - Poste 130

Immobilisations	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentation	Diminution		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Acquisitions et virement de poste à poste	Par reclassement	Par cession ou mises hors service	
Logiciels informatiques	1 629	2			1 631
Avances & acomptes					
Total	1 629	2			1 631

Note 9

Amortissements - Immobilisations corporelles - Poste 140

Amortissements	Montant au début de l'exercice	Augmentation		Diminution	Montants des amortissements à la fin de l'exercice
		Dotations de l'exercice linéaires	Dotations de l'exercice dégressif	Amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif & reprises	
Installations générales, agencements, aménagements, divers	2 906	545			3 451
Matériel de transport	0				0
Matériel de bureau informatique mobilier	992			-36	956
Autres immobilisations					
Total	3 898	545		-36	4 407

Amortissements - Immobilisations incorporelles - Poste 130

Amortissements	Montant au début de l'exercice	Augmentation		Diminution	Montants des amortissements à la fin de l'exercice
		Dotations de l'exercice linéaires	Dotations de l'exercice dégressif	Amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif & reprises	
Logiciels informatiques	1 313	134		0	1 447

Note 9b

Immobilisations corporelles nettes d'amortissements - Poste 140

Amortissements	Montant au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Montant à la fin de l'exercice
		Acquisitions	Amortissements	
Installations générales, agencements, aménagements, divers	1 311	143	-545	909
Matériel de transport	0			0
Matériel de bureau informatique mobilier	58	154	36	248
Autres immobilisations				
Total	1 369	297	-509	1 157

Immobilisations incorporelles nettes d'amortissements - Poste 130

Amortissements	Montant au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Montant à la fin de l'exercice
		Acquisitions	Amortissements	
Logiciels informatiques	316	2	-134	184

Note 10. – Capitaux Propres - Poste 435

a) Qatar National Bank S.A.Q. succursale de Paris est une implantation en France de Qatar National Bank S.A.Q. Société de droit Qatari. Le Capital de la succursale est constitué d'une dotation accordée par le Siège Social.

b) Le mouvement des capitaux propres de la succursale de Paris peut être résumé comme suit :

	Dotation en Capital	Résultat en attente d'affectation	Report à nouveau au 31/12/2016	Réserve	Total
Au 31 décembre 2016	362 547	27 221	20 641		410 409
Affectation résultat 2016		-27 221			-27 221
Profit de l'exercice 2017		26 537			26 537
Augmentation de capital 2017					0
Réserve 2017					0
Solde au 31 décembre 2017	362 547	26 537	20 641	0	409 725

Il sera proposé de conserver dans les comptes de QNB Paris le résultat de l'exercice 2017.

Note 11. – Comptes de régularisation

	2017	2016
A L'actif - Poste 180	15 976	9 204
Charges payées d'avance	37	42
Chèque à recouvrer	0	0
Commission trade finance à encaisser	0	0
Intérêts à recevoir sur portefeuille HQLA	2 168	8 193
Divers	13 771	970

Le poste divers se compose principalement des commissions à recevoir sur opérations de trade finance ainsi que des effets à recevoir : Les EAR (Effets à Recevoir) pour 10 M€. Ces effets à recevoir sont notamment composés des régularisations fiscales et des « past due » sur les opérations de crédits (notamment SNPC et SCI MSH). Les commissions à recevoir sur opérations de trade finance pour un total de 2 M€. Les commissions étant versés trimestriellement, QNB Paris lisse les montants conformément au principe de séparation des exercices.

	2017	2016
Au Passif - Poste 370	5 837	6 250
Provision congés payés	569	497
Bonus	608	0
Autres charges à payer	1 746	1 911
Compte d'attente	-40	364
Produits perçus d'avance	2 954	3 478
Différentiel sur swap d'intérêts	0	0

Remarque : Charges du personnels 2016 Bonus 680k euros enregistrés en 2017.

Note 12. – Autres Actifs / Passifs

	2017	2016
Autres Actifs - Poste 170	1 822	2 444
Cautionnement	964	598
TVA à récupérer	0	0
Divers	40	34
Impôts sociétés	0	673
Impôts différés	818	1 140

	2017	2016
Autres Passifs - Poste 360	1 336	784
Créditeurs divers	1 131	784
Impôts sociétés	0	0

Note 13. – Intérêts - Postes 500 et 505

	2017	2016
Net :	38 597	38 103
Intérêts et produits assimilés	78 993	73 320
Banques	22 135	15 992
Clientèle	56 859	57 328
Intérêts et charges assimilés	40 396	35 217
Banques	26 076	21 647
Clientèle	14 320	13 570

Note 14.

	2017	2016
Commissions (Produits) - Poste 540	0	20 467
Produits sur opérations bancaires	-2 752	16 842
Produits sur opérations de financement	2 752	3 625
Commissions (Charges)	0	0
Charges sur services financiers / courtages	0	

Note 15. – Charges et produits divers d'exploitation - Poste 560 et 565

	2017	2016
Charges	1 965	4 135
Frais divers	1 965	4 135
Taxes	0	0
Produits	183	214
Frais généraux	183	214
Remboursements divers	0	0
Taxes	0	0

Note 16. – Eléments du hors bilan - Postes 615 A 655

QNB négocie des instruments dérivés de gré à gré avec sa clientèle. Des instruments de caractéristiques similaires et de sens opposé ont été conclus avec notre siège. Ces dérivés ne sont pas l'objet d'un provisionnement de leur moins-value latente à fin 2017. Ces dérivés font actuellement l'objet d'une comptabilisation en résultat à hauteur du montant net des différentiels versés et reçus.

Les instruments conclus avec nos clients et ceux avec le siège font l'objet d'un adossement. Les instruments de couverture sont classés comptablement dès l'origine de leur transaction en opération de micro-couverture. Par défaut, les éléments couverts sont classés comptablement en position ouverte isolée. A la clôture, en cas de plus-values latentes des éléments en position ouverte isolée, les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées en résultat.

Par ailleurs, le provisionnement éventuel des moins-values latentes des éléments en position ouverte isolée tient compte des plus-values latentes des instruments de couverture, en raison de la relation de couverture. Les différentiels d'intérêt courus et non échus sont comptabilisés à la clôture en charge ou en produit, en tenant compte des éventuels accords de compensation de flux avec chaque contrepartie. Lors de la réalisation de versements de primes ou différentiels, ceux-ci sont comptabilisés prorata temporis en charge ou produit, en tenant compte des éventuels accords de compensation de flux avec chaque contrepartie.

Dans le cadre de ses activités courantes, la Banque possède plusieurs engagements inscrits en hors bilan, tels que les lettres de crédits, les acceptations et les garanties.

	Qatar	Pays du Golfe	Europe	Autres Pays	Total Hors Bilan
Import L/Cs		506 912			506 912
Export L/Cs	14 914	441	15 371	459 395	490 121
Garanties	10 625	958	1 444 823	321 155	1 777 561
Engagements non utilisés			284 400		284 400
Dont entreprises liées	25 265			125 710	150 975
Total	25 539	508 311	1 744 594	780 550	3 058 994
COLLAR	80 000		80 000		160 000
I.R.S.	285 445		285 000		570 445
Dont entreprises liées	365 445				365 445
Total	365 445		365 000		730 445

Note 17. – Personnel - Poste 605

L'effectif moyen de la succursale de Paris est de 43 personnes dont 32 cadres.

- Embauche d'un Dealer Treasury Corporate Sales ;
- Embauche d'un Dealer Branch Manager ;
- Embauche d'un Dealer Head of Risk ;
- Embauche d'un Dealer Assistant Private Banker ;
- Embauche d'un Dealer Admin Procurement Officer ;
- Embauche d'un Dealer Senior Compliance Officer ;
- Embauche d'un Dealer Officer Loan Operations.

	2017	2016
Montant des charges de personnel	7 200	5 973
Dont		
Salaires et traitements	4 624	3 682
Charges sociales et divers	2 162	1 919
Charges de retraite	414	372

Note 18. – Autres frais administratifs - Poste 605

	2017	2016
	6 346	6 043
Locations	1 237	795
Autres biens et services	4 069	3 959
Impôts et taxes	1 040	1 289

Montants des honoraires des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2017 : 146 k €.

Note 19. – Dettes fiscales et sociales

Les exercices de 2014 à 2017 sont susceptibles d'être contrôlés par l'Administration Fiscale. La dernière vérification effectuée par la Direction Générale des Impôts portait sur la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009. Les redressements notifiés ont été mis en recouvrements et acquittés au cours de l'exercice 2011.

La succursale utilise la méthode de l'imposition différée de façon permanente. Pour cela, la succursale enregistre à l'actif de son bilan le montant différé. Celui-ci n'intègre que les taxes provisionnées sur l'exercice mais exigible l'année suivante mais aussi le montant de sa provision pour gratification si le paiement est effectué en décalage d'exercice.

Portefeuille – Titres

Ventilation du portefeuille-titres par catégories (En milliers d'euros.)	Transaction		Placement		Total (1)+(2)	Créances rattachées	Total
	Total (1)	Dont titres cotés	Total (2)	Dont titres cotés			
Effets publics et valeurs assimilées							
Obligations et autres titres à revenu fixe			212 277	212 277	212 277	2 168	214 445
Actions et autres titres à revenu variable							
Actions propres							
Total	0	0	212 277		212 277		214 445

Répartition des obligations et autres titres à revenu fixe selon l'émetteur (En milliers d'euros.)	Organismes publics	Autres émetteurs	Total
Effets publics et valeurs assimilées			
Obligations et autres titres à revenu fixe	212 277		212 277
Actions et autres titres à revenu variable			
	212 277	0	212 277

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée conformément à l'article L.511-38 du Code monétaire et financier, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la succursale relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la succursale à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre succursale constitue des dépréciations et provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités (note 7 de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations déterminées sur base individuelle.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la succursale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la succursale ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la direction générale.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre succursale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la succursale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Paris-La Défense, le 08 novembre 2018
Les Commissaires aux Comptes

RSM
Membre du réseau RSM International
Martine Lecomte

ERNST & YOUNG et Autres

Hassan Baaj

V. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à notre Succursale : 65 Avenue d'Iéna – 75116 Paris.